

Le logiciel libre européen est-il politiquement de gauche ?

L'April [se félicite du succès](#) rencontré par [l'initiative du Pacte du Logiciel Libre](#) au lendemain des élections européennes. Bravo pour la mobilisation, c'est effectivement une bonne nouvelle que d'avoir 34 députés issus de 7 pays différents signataires de ce Pacte (même si on pourra m'objecter que cela représente à peine 5% des 736 députés que totalise l'assemblée).



Mais c'est moins la quantité que la qualité des ces élus qui a retenu mon attention.

On dit souvent que le logiciel libre n'appartient à aucun parti ou courant politique. On dit également que le vieux clivage gauche-droite n'est plus forcément pertinent à l'aube de ce nouveau millénaire. On dit enfin que le mouvement écologiste ne doit pas (ou plus) être classé à gauche.

Il n'empêche que si vous regardez dans le détail la liste de ces 34 députés, vous serez peut-être comme moi frappé par la parenté commune de ces élus^[1].

Le voici reproduit ci-dessous, accompagnés par des liens Wikipédia donnant de plus amples informations sur les partis auxquels ils appartiennent (j'y ai appris plein de choses personnellement) :

- France
 - Corinne Lepage, [Mouvement démocrate](#)
 - Marielle de Sarnez, Mouvement démocrate

- Michèle Rivasi, [Europe écologie](#)
- Robert Rochefort, Mouvement démocrate
- Hélène Flautre, Europe écologie
- Daniel Cohn-Bendit, Europe écologie
- Jean-Luc Bennahmias, Mouvement démocrate
- José Bové, Europe écologie
- Nathalie Griesbeck, Mouvement démocrate
- Vincent Peillon, [Parti Socialiste](#)
- Patrick Le Hyaric, [Front de Gauche](#)
- Gilles Pargneaux, Parti Socialiste
- Henri Weber, Parti Socialiste
- Kader Arif, Parti Socialiste
- Stéphane Le Foll, Parti Socialiste
- Marie-Christine Vergiat, Front de Gauche
- Sandrine Béliet, Europe écologie
- Italie
 - Patrizia Toia, [Partito Democratico](#)
 - Gianluca Susta, Partito Democratico
 - Vittorio Prodi, Partito Democratico
 - Sonia Alfano, [Italia dei Valori](#)
 - Gianni Vattimo, Italia dei Valori
 - Niccolò Rinaldi, Italia dei Valori
- Belgique
 - Anne Delvaux, [Centre démocrate humaniste](#)
 - Isabelle Durant, [Ecolo](#)
 - Jean-Claude Marcourt, [Parti socialiste](#)
 - Bart Staes, [Groen](#)
- Royaume-Uni
 - Nigel Farage, [UK Independence Party](#)
 - Jean Lambert, [Green Party](#)
 - Caroline Lucas, Green Party
- Espagne
 - Francisco Sosa Wagner, [Unión Progreso y Democracia](#)
 - Raül Romeva i Rueda, [Iniciativa per Catalunya Verds – Esquerra unida i alternativa](#)
- Pays-Bas
 - Dennis De Jong, [Socialistische Partij](#)

- Grèce
 - Nikos Houndis, [SYRIZA](#)

Au final, et à une exception britannique près, il n'y en a que pour « la gauche », prise au sens large (du centre-gauche, aux socialistes, en passant par les verts).

De là à en conclure qu'il n'y a que la gauche qui manifeste un intérêt assumé pour le logiciel libre en Europe, il n'y a qu'un pas que j'hésiterais cependant à franchir.

Et vous ?

Notes

[1] Crédit photo : [Celesteh](#) (Creative Commons By)

Quand Daniel Cohn-Bendit souhaite libérer la politique !

Qu'un [Daniel Cohn-Bendit](#), dans la foulée de son succès électoral aux européennes, signe aujourd'hui une longue tribune dans *Le Monde* ayant pour titre [Faisons passer la politique du système propriétaire à celui du logiciel libre](#), c'est tout simplement énorme !



On remarquera qu'il ne prend pas vraiment la peine, par la

suite, dans le corps de l'article, d'expliquer clairement le pourquoi du comment d'un tel choix de titre, avec son « étrange » référence à l'opposition propriétaire vs logiciel libre.

On a bien la citation suivante :

Les idées, pas plus que les personnes, n'appartiennent pas à quelqu'un. Elles ont vocation à circuler librement, à se propager et à évoluer aux contacts des autres.

Et puis surtout celle-là :

Alors, à la lancinante question du « qu'allons-nous faire », je réponds que nous allons continuer à briser la logique du « système propriétaire » qui domine notre vie politique nationale, tant au niveau global qu'au niveau local, tant par l'Europe qu'à l'occasion des élections régionales. Plus que jamais, nous allons promouvoir la notion de « logiciel libre » appliquée à la politique et à la société.

Mais c'est à peu près tout, explicitement parlant.

Du coup c'est à comprendre entre les lignes, et nul doute que cela intriguera plus d'un lecteur...

Le logiciel libre et sa culture sont définitivement sortis du maquis^[1].

Notes

[1] Crédit photo : [Nicolas Patte](#) (Creative Commons By-Nc-Nd)

Pourquoi je vais voter pour le Parti Pirate

Demain c'est jour d'élection pour tous les pays de la communauté européenne. En Suède il est un parti tout à fait original, qui, si l'on en croit [les derniers sondages](#), pourrait bien conquérir un siège au prochain Parlement : j'ai nommé le [parti pirate](#) (*piratpartiet* en suédois).



[Wikipédia](#) nous dit : « Le parti pirate est un parti politique de type contestataire, fondé en 2006, dont le leader est Christian Engström. Ce parti s'attache notamment à diminuer les droits de la propriété intellectuelle, comme le copyright, les brevets et la protection des œuvres. Le programme comprend aussi un soutien au renforcement des droits de vie privée (comme la propriété privée et les informations privées), à la fois sur Internet et dans la vie courante. Le parti n'a pas de programme autre que ce sujet et il n'est donc pas possible de lui attribuer une position de droite ou de gauche. »

Si chez nous c'est le débat sur l'Hadopi qui aura notoirement contribué à sensibiliser le *grand public* sur [ces questions](#), chez eux c'est surtout le récent procès (et son verdict) contre le site d'échange de fichiers torrents [The Pirate Bay](#)^[1] qui, en défrayant la chronique, a eu pour conséquence indirecte de voir un parti pirate, de plus en plus soutenu, occuper le devant de la scène.

Et parmi ces soutiens, il y a le romancier et professeur Lars Gustafsson, dont la maigreur de [sa page Wikipédia en français](#) ne doit pas vous tromper sur sa renommée nationale (et internationale). C'est la traduction (ci-dessous) de sa récente [tribune](#) au magazine Expressen qui sert de prétexte à

ce billet. Qu'un intellectuel de tel renom achève son article en expliquant que « pour toutes ces raisons mon vote ira au parti pirate » a eu son petit effet chez nos amis nordiques et témoigne de l'intérêt que suscite ce parti (et le mouvement qu'il incarne) au sein de la société suédoise.

On notera que ce parti pirate connaît [de nombreuses déclinaisons](#) dans les autres pays européens, mais aucun n'a le poids du piratpartiet et, de fait, aucun autre ne se présente aux élections.

En France la situation semble un peu confuse, puisqu'on a déjà, au moins, deux « partis pirates » alors même qu'on n'en a pas du tout entendu parler pendant le projet de loi [Création et Internet](#). Il y a en effet un [parti pirate canal historique](#) (sic) et un [parti pirate tout court](#). Ce dernier semble le plus crédible a priori, mais je manque d'informations. Peut-être viendront-ils apporter quelques précisions dans les commentaires...

Selon moi, et quand bien même cela ne soit ni son objectif ni sa fonction, une structure emmenée par [La Quadrature du Net](#) aurait pu y aller. Avec le risque bien sûr de se planter complètement et que cela se retourne contre elle. Mais elle aurait certainement récupérée pas mal d'abstentionnistes potentiels échaudés par l'épisode [Hadopi](#) et tout ce qui, à sa suite, [semble se mettre en place](#). Jusqu'à peut-être, qui sait, gagner un élu, et causer ainsi localement un petit tremblement de terre politico-médiatique.

Mais je vous laisse avec Lars Gustafsson dont nous avons traduit la traduction anglaise de son texte d'origine...

Lars Gustafsson : « Pourquoi je donne mon vote au Parti Pirate »

[Lars Gustafsson: "Why my vote goes to the Pirate Party"](#)

Lars Gustafsson – Traduction anglaise Rasmus – 27 mai 2009 –
Copyriot
(Traduction Framalang : Olivier)

Introduction du traducteur anglophone

[Lars Gustafsson](#) est sans doute l'écrivain suédois en vie le plus prolifique. Depuis les années 1950, il ne cesse de nous abreuver de poésie, de romans et de critiques littéraires. Il y a peu, il officiait encore comme [professeur de philosophie](#) à l'Université du Texas. De retour pour de bon en Suède, il vient de commencer à s'auto-publier [sur un blog](#). Il est aussi le lauréat de nombreux prix littéraires, le plus récent date seulement de deux jours lorsque le prix Selma Lagerlöf lui a été remis.

Vous comprendrez donc pourquoi ses récentes déclarations [dans le numéro de Expressen publié aujourd'hui](#) ne passent pas inaperçues en Suède. Il y explique que le copyright doit être abandonné et il déclare que son vote ira au [parti pirate](#) aux [élections européennes](#) toutes proches.

Comme je pense que ce texte pourrait en intéresser plus d'un hors de Suède j'en ai fait une traduction rapide. Elle est sans doute loin d'être parfaite donc je vous demanderai de vous abstenir de poster des commentaires sur les erreurs de traductions, je vous invite plutôt à les corriger vous-mêmes et à indiquer l'adresse dans les commentaires !

Je dois aussi préciser que, personnellement, je ne partage pas entièrement l'analyse de Lars Gustafsson. La dichotomie entre *matériel* et *immatériel* particulièrement est problématique. Les technologies numériques offrent en effet la *re-matérialisation* n'importe où, c'est un point qui fait actuellement débat au sein de l'[Embassy of Piracy](#), débat qui s'intensifiera à la Venice Biennale. Il y a aussi matière à remettre en question le concept de *reproductibilité* de Walter Benjamin. Cependant Lars Gustafsson, comme Walter Benjamin, a le mérite de réussir

à formuler les conflits actuels en termes matérialistes et d'utiliser les références historiques à bon escient. Le débat est lancé. Encore une fois, pardonnez-moi s'il y a des erreurs de traduction...

La tribune de Lars Gustafsson

[Därför röstar jag på Piratpartiet](#)

Les écrits anciens qui sont parvenus jusqu'à nous racontent comment l'empereur perse ordonna que les vagues de la mer soient châtiées car une tempête l'empêchait de transporter ses troupes par navire.

Plutôt stupide. De nos jours il se serait sûrement plaint [au tribunal d'instance de Stockholm](#), ou il aurait exigé un entretien avec le juge, peut-être...

La détresse des droits civiques au printemps 2009 me rappelle étrangement les luttes pour la liberté de la presse en France au cours des décennies qui précédèrent la révolution française. Des idées radicalement nouvelles émergent, des idées qui n'auraient jamais vu le jour sans les progrès galopants de la technologie.

Descentes contre les ateliers d'impression clandestins, pamphlets confisqués et même saisie du matériel d'impression. Mises aux arrêts et transports épiques sous le couvert de la nuit à destination de Paris depuis l'enclave prussienne de Neuchâtel – où non seulement une bonne partie de l'Encyclopédie a été produite mais à partir d'où énormément de pornographie osée a circulé également, dissimulée dans des pamphlets athéistes.

Entre [les années 1730 et 1780](#) le nombre de censeurs d'État a quadruplé. Les descentes contre les ateliers d'impression clandestins augmentèrent proportionnellement. Avec le recul maintenant nous savons que ça n'a pas endigué le mouvement en marche. Au contraire, les nouvelles idées se sont encore plus

développées et se sont répandues plus rapidement encore, stimulées par la censure toujours plus forte et les descentes dans les ateliers d'impression clandestins.

Le combat porte de nos jours sur la défense de l'essence même d'Internet, un espace de droits civiques et d'échange d'idées. Un espace qui doit rester vierge de toute menace sur la vie privée et de toute influence de puissants intérêts privés.

Le rejet d'une folle proposition de loi franco-allemande [au Parlement européen](#) n'est en aucun cas l'assurance que la vie privée en ligne restera un acquis.

Devons-nous vraiment nous inquiéter alors ? Prenons l'exemple de la rivière Dalälven. Au printemps elle est en crue, les pires années elle peut envahir les terres sur 100 voire 200 mètres alentour. Elle inonde alors les quartiers résidentiels et les prairies. Appeler les forces de l'ordre y changera-t-il quelque chose ?

Jusqu'à maintenant, l'Histoire nous montre que les lois n'ont jamais réussi à s'opposer au développement technologique.

Walter Benjamin est l'auteur d'un essai très important, [L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique](#), dans lequel il tire quelques conclusions très intéressantes sur les évolutions qui doivent accompagner l'avènement de la reproductibilité, malgré son échelle encore modeste à l'époque. La révolution numérique pousse la reproductibilité à un niveau que Walter Benjamin n'aurait pas imaginé même dans ses rêves les plus fous. On peut parler de reproductibilité maximale. Google est sur le point de construire une bibliothèque qui, si on lui permet d'aller au bout de son projet, rendra la plupart des bibliothèques physiques obsolètes ou surannées. Le cinéma et la presse écrite se sont retrouvés les premiers entraînés dans cette nouvelle immatérialité.

Les [films](#), les romans ou les magazines sont facilement

reproductibles. Mais ce n'est pas tout, les objets en trois dimensions, comme ceux créés par des machines programmables, peuvent aussi être reproduits, rapidement et sans laisser de trace.

Cette dématérialisation menace naturellement le droit de la propriété intellectuelle. Nous ne parlons pas ici des difficultés que [Jan Guillou](#) et une bonne douzaine d'autres auteurs pourraient affronter pour s'acheter une autre maison de campagne encore. C'est un problème social dont, pour être honnête, je me contrefous.

Le droit de la propriété intellectuelle touche à [des aspects bien plus sérieux](#) : qu'ont apporté les brevets déposés par les grandes firmes pharmaceutiques sur les trithérapies aux pays du tiers monde ? Et que dire de l'appropriation de plantes et de cochons par [Monsanto](#) ?

La société est garante d'un équilibre juste entre des intérêts contraires, l'ignorer serait un non-sens hypocrite. Une armée de défense opérante est plus importante qu'une patinoire ou que des pistes cyclables. Le Net représente une menace pour la propriété intellectuelle ? Et alors ?

La liberté de pensée et la sécurité des citoyens, autrement dit un Internet que les tribunaux aux ordres des lobbies et que les hommes politiques européens bien dressés n'auront pas encore transformé en canal gouvernemental, est sans aucun doute bien plus important que les desiderata d'une scène littéraire et musicale devenue essentiellement industrielle, une industrie que les détenteurs de droits eux-mêmes voient s'effondrer au cours de leur vie. Le souhait de vendre beaucoup de copies ne doit pas prendre le pas sur celui d'être lu, d'influencer ou de décrire son époque. Quand tel est le cas, [les intérêts industriels](#) devraient être mis de côté au profit de la défense de l'Art avec un A majuscule.

Le souci premier de tout artiste ou auteur qui se respecte est

certainement d'être lu ou entendu par ses contemporains. Les moyens pour atteindre cette fin, c'est-à-dire atteindre son public, de ce point de vue ne sont que secondaires.

Les combats, toujours plus nombreux, pour défendre la formidable liberté de parole offerte par Internet, les droits civiques immatériels, que nous voyons se propager de pays en pays sont les prémices d'un libéralisme porté par la technologie et qui donc accroît notre liberté, à l'instar des changements radicaux qu'a connu le 18ème siècle.

Pour toutes ces raisons mon vote ira au [parti pirate](#).

Reportage vidéo de la télévision Suisse Romande

[URL d'origine du document](#)

Reportage : François Roulet / Montage : Sandro Milone – 5 juin 2009 – TSR (Nouvo)



-> La [vidéo](#) au format webm

Notes

[1] Crédit photo : [Jon Åslund](#) (Creative Commons By)

Quand l'Europe est invitée à signer le Pacte du Logiciel

Libre

C'est à ce type d'initiatives que l'on mesure pleinement le rôle et l'utilité de l'April et de tous ses adhérents.



En invitant, depuis 2007, les candidats aux élections politiques à signer Le Pacte du Logiciel Libre, l'April sensibilise en effet nos futurs représentants aux enjeux du logiciel libre. Accord, refus ou indifférence constituant alors des éléments d'information à prendre en compte lors du vote □

C'est aujourd'hui le tour des élections européennes qui sont souvent le théâtre de décisions lourdes de conséquence pas forcément médiatisées.

Encore faut-il que notre candidat soit au courant. C'est pourquoi l'April vous invite à porter ce Pacte à leur connaissance. Car rien ne se fera sans vous.

Il y a actuellement 72 signataires du Pacte à l'Assemblée nationale. Participons à sensiblement augmenter ce chiffre dans toutes les chambres représentatives et les futures lois Hadopi ne passeront plus.

Vous trouverez ci-dessous la reproduction du Pacte et du communiqué de presse de l'April.

Le Pacte du Logiciel Libre à la conquête du Parlement européen

[URL d'origine du document](#)

Paris, le 31 mars 2009. Communiqué de presse.

À l'occasion des élections européennes de juin 2009, l'April lance une nouvelle campagne sous la bannière de [l'initiative Candidats.fr](#) : tous les citoyens attachés au [Logiciel Libre](#) sont invités à proposer le Pacte du Logiciel Libre aux candidats. Le Parlement européen est effectivement le théâtre de débats majeurs pour le Logiciel Libre et les standards ouverts. L'April souhaite par cette campagne prévenir le retour des brevets logiciels, les atteintes à la neutralité des réseaux, et favoriser l'interopérabilité et la libre concurrence sur le marché européen du logiciel. L'April souhaitant que cette campagne soit l'occasion de sensibiliser aussi largement que possible les futurs députés européens elle propose à tous les citoyens européens attachés au Logiciel Libre de se joindre à cette campagne. L'April propose donc, avec l'association italienne Associazione per il Software Libero, un portail européen.

L'initiative Candidats.fr de l'April invite les citoyens à contacter les candidats aux élections européennes pour leur proposer le Pacte du Logiciel Libre. Le Pacte du Logiciel Libre est un document simple permettant aux électeurs de savoir quel candidat dans leur circonscription a conscience des enjeux du Logiciel Libre et s'est engagé à promouvoir et défendre les libertés qui y sont associées.

Le Pacte du Logiciel Libre est également un outil permettant à tous les citoyens attachés au Logiciel Libre de sensibiliser les candidats quant à la responsabilité qui sera la leur s'ils sont élus. Le Pacte du Logiciel Libre s'inscrit donc dans une double démarche citoyenne fournir une base au dialogue entre les citoyens et les élus avant les élections autour des enjeux

du Logiciel Libre, et disposer d'engagements clairs pris en conscience.

Le Logiciel Libre est une opportunité pour le public, la France et l'Europe mais de nombreuses menaces pèsent sur son avenir. Au niveau européen, il s'agit de prévenir le retour des brevets logiciels, les atteintes à la neutralité des réseaux, et de s'opposer aux tentatives d'imposer le « *trusted computing* », véritable informatique déloyale, comme norme technique. Mais l'objectif est aussi de mettre un terme à la vente liée des ordinateurs et des systèmes d'exploitation, de réviser la directive EUCD, de mettre en place un véritable droit à l'interopérabilité et de favoriser l'utilisation de logiciels libres et de standards ouverts dans les administrations et établissements publics européens.

« Le Parlement européen vote les directives qui s'appliquent ensuite dans notre droit national, à l'instar de la directive EUCD transposée par la loi DADVSI. Il est donc essentiel que les eurodéputés soient sensibilisés aux enjeux du Logiciel Libre, afin que le droit européen ne soit pas porteur de discriminations pour les développeurs comme pour les utilisateurs, » déclare Benoît Sibaud, Président de l'April.

Des domaines comme le droit de la consommation ou la réglementation des marchés publics sont également concernés : la vente liée des ordinateurs et des systèmes d'exploitation est largement pratiquée en Europe, et les marchés publics y sont trop souvent orientés sur une technologie en particulier. L'établissement de règles claires est une condition incontournable pour mettre un terme aux abus de position dominantes et aux situations de rente.

« Les futurs eurodéputés doivent prendre conscience que le Logiciel Libre est une opportunité pour l'Europe. La mobilisation de chacun est essentielle pour que les candidats prennent la mesure de l'attachement des citoyens au Logiciel Libre et aux libertés qu'il leur offre, » ajoute Frédéric

Couchet, Délégué Général.

L'April souhaite que cette campagne soit l'occasion de sensibiliser aussi largement que possible les futurs députés européens. C'est pourquoi, avec l'association italienne [Associazione per il Software Libero](#), elle propose à tous les citoyens européens attachés au Logiciel Libre de se joindre à cette campagne. Les deux associations mettent leurs outils à la disposition de tous. Un portail européen avec un wiki (en anglais) donne accès à toutes ces ressources : <http://freesoftwarepact.eu/>

Le pacte du logiciel libre

[URL d'origine du document](#)

Un bien commun à protéger et à développer

Je suis candidat(e) aux élections européennes 2009

J'ai conscience que

Le travail des acteurs du Logiciel Libre participe à la préservation des libertés fondamentales à l'ère du numérique, au partage du savoir et à la lutte contre la « fracture numérique ». Il constitue également une opportunité pour le public mais aussi pour l'indépendance technologique et la compétitivité de [pays](#) et de l'Europe ;

Le Logiciel Libre est un bien commun à protéger et à développer. Son existence repose sur le droit pour un auteur de divulguer son logiciel avec son code source et d'accorder à tous le droit de les utiliser, les copier, les adapter et les redistribuer, en version originale ou modifiée.

Je m'engage donc à

Encourager par des moyens institutionnels les administrations publiques, établissements publics et collectivités territoriales à développer et utiliser prioritairement des

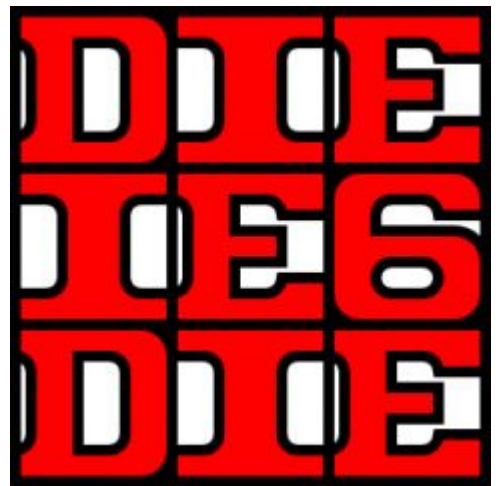
logiciels libres et des standards ouverts ;

Soutenir des politiques actives en faveur du Logiciel Libre et m'opposer à toute discrimination à son encontre ;

Défendre les droits des auteurs et des utilisateurs de logiciels libres, notamment en demandant la modification de toute disposition légale fragilisant ces droits et en m'opposant à tout projet ou proposition qui irait dans ce sens.

Le jour où le Web refusa le navigateur Internet Explorer 6

Mon titre est un peu accrocheur et inexact mais il témoigne d'un mouvement d'origine norvégienne de [ras-le-bol](#) généralisé vis-à-vis d'Internet Explorer 6, le navigateur de Microsoft véritable cauchemar vivant de tout webmaster un tant soit peu [respectueux des standards](#).



Si tu ne vas pas à Lagardère, Lagardère ira à toi ! C'est ce que sont un peu en train de se dire un certain nombre de gros sites norvégiens qui invitent les visiteurs malencontreusement restés sur cette version de ce navigateur à soit passer à la version 7 (bien), soit envisager d'autres alternatives telles Firefox, Safari et Opera (mieux)^[1].

Des sites norvégiens déclarent la guerre à IE 6

[Norwegian Websites Declare War on IE 6](#)

*Michael Calore – 19 février – Wired Blog
(Traduction Framalang : Simon Descarpentries)*

Plusieurs importants sites web norvégiens ont lancé une campagne de sensibilisation en direction des utilisateurs de Microsoft Internet Explorer 6, les encourageant à mettre à jour leur navigateur obsolète.

À l'origine de cette action, on trouve [Finn.no](#), un site web semblable à eBay, apparemment le plus gros site de vente et d'achat d'occasions en Norvège, Finn étant le norvégien de « trouver » (NdT: « Find » et anglais). Un peu plus tôt cette semaine, [Finn.no posta un avertissement](#) sur son site à l'intention des visiteurs utilisant IE6. La bannière, affichée à droite, les presse d'abandonner IE6 et de passer à la version suivante, Internet Explorer 7.

Bon nombre d'autres sites, tels que l'influent journal hightech [Digi.no](#) ont rejoint la campagne, mais en élargissant le terrain de jeu à d'autres navigateurs, suggérant aux utilisateurs de passer soit à IE7 soit à une autre alternative comme Firefox, Safari ou, bien sûr le navigateur norvégien Opera.

Le phénomène est en train de s'étendre à d'autres pays.

Des sites en Suède, en Indonésie et en Australie se joignent au mouvement. Le blogueur norvégien Peter Haza fait le [décompte des participants](#), et un [wiki international](#), appelé « IE6 – DO NOT WANT » (NdT : On n'en veut pas !) a été mis en place pour garder la trace des actions navi-cides (tueuses de navigateur). Il y a également un [groupe sur Facebook](#).

Même Microsoft supporte la campagne. Le site norvégien

d'actualité « Teknisk Ukeblad » rapportait mercredi les paroles suivantes d'Alveberg Isabella de Microsoft Norvège : « *Nous espérons bien sûr que nos utilisateurs nous suivent avec Internet Explorer 7* ».

IE6, sorti en 2001, est le fléau des programmeurs web, des designers, et des équipes de support de service web. Le navigateur est bourré de bizarreries (*NdT : non respect des standards*) qui le rendent incapable d'interpréter les pages de la même manière que les autres navigateurs, et les webmestres doivent donc toujours prévoir des exceptions pour s'adresser aux utilisateurs d'IE6.

La plupart d'entre eux souhaiteraient simplement que ce navigateur disparaisse, les libérant ainsi de son support. Les chiffres varient d'un pays à l'autre, mais il reste entre 10% et 20% d'internautes utilisant IE6 de par le monde, certains par méconnaissance d'un meilleur navigateur, d'autres parce que le logiciel leur est imposé par leur entreprise. Finn.no note que 17% de ses utilisateurs utilisent IE6. De telles proportions sont trop importantes à l'heure actuelle pour être ignorées par les concepteurs de site web.

Cette protestation anti-IE6 se joue dans l'ombre de l'examen de Microsoft par la commission européenne à la concurrence. La commission, stimulée en décembre 2007 par [la plainte d'Opera Software](#), s'interroge sur les pratiques de Microsoft consistant à livrer IE pré-installé avec Windows sur les ordinateurs de bureau. La commission est en train de statuer sur l'opportunité de forcer Microsoft et ses revendeurs européens à offrir aux utilisateurs le choix d'installer un ou plusieurs navigateurs, lors du premier démarrage d'une machine fraîchement achetée.

Notes

[1] Crédit illustration : [Schmorgluck](#) (Creative Commons By-Sa)

Allongement des droits de 50 à 95 ans : bon pour les artistes, les Majors, l'Europe ?

« La Commission européenne, par la voix du libéral-rigide Charlie McGreevy, veut allonger la durée des droits des artistes-interprètes à 95 ans contre 50 ans aujourd'hui. Champagne chez Charles Aznavour, Johnny Hallyday et autres chanteurs dont la carrière a débuté à un époque où la télévision était encore un objet de luxe. Leurs premiers tubes, encore vendus aujourd'hui, ne tomberont pas dans le domaine public, selon l'expression dépréciative commune. Ils ne pourront circuler sur des CD pressés par tout un chacun ou être téléchargés sur le Net sans qu'ils puissent réclamer leur dîme. Sur le papier, ce n'est que justice : pourquoi Charles Aznavour devrait-il ne plus toucher un centime de la vente de ses premiers enregistrements ?^[1] Comme bien souvent en matière de propriété intellectuelle, les bons sentiments masquent de mauvaises arrière-pensées. »



C'est ainsi que début un éclairant (et édifiant) article de Florent Latrive [Qui veut la peau du domaine public pour faire plaisir à Aznavour ?](#) paru il y a près d'un an sur le site des Écrans. Deux autres articles ont suivi sur le même site permettant d'affiner encore la question et son décryptage : [Pétition : Contre l'allongement des droits des artistes-interprètes](#) et [Musique : 95 ans de droits pour les](#)

[interprètes](#).

Quant à nous, dans la mesure où il n'est pas encore trop tard, nous avons décidé de relayer cet appel à mobilisation de l'[Electronic Frontier Foundation](#) en traduisant non seulement le récent communiqué ci-dessous mais en sous-titrant également une vidéo expliquant bien de quoi il en retourne et pourquoi il est important de manifester notre réprobation.

Faites passer et n'oubliez pas de visiter le site [Sound Copyright](#) pour [signer la pétition](#) !

Prolongement des droits d'auteur dans l'UE : aidez les eurodéputés à entendre un autre son de cloche

[EU Copyright Extension: Help MEPs Hear the Other Side](#)

Danny O'Brien – 20 janvier 2009 – Electronic Frontier Foundation

(Traduction et sous-titrage Framalang : Olivier, Don Rico, Xavier et Yostral)

À la lecture de la [documentation officielle de la Commission européenne](#) sur la directive prévoyant l'allongement du copyright, on pourrait croire que porter la durée des droits des artistes à 95 ans au lieu de 50 en Europe est une décision généreuse sans aucun effet néfaste. C'est sans doute l'image que souhaite en donner le membre de la [commission Charlie McCreevy](#), lui qui incite le Parlement à mettre au vote cette directive au mois de mars de cette année.

Mais les législateurs de Bruxelles n'entendent qu'un seul son de cloche de la part de ce commissaire. C'est pourquoi, dans le cadre de la campagne contre l'allongement de la durée des droits d'auteur, une [réunion](#) va être organisée à Bruxelles où vous et vos eurodéputés êtes cordialement conviés.

Les experts en droits d'auteur européens les plus réputés affirment eux-mêmes que [la Commission induit en erreur les Conseil et Parlement européens](#). Nul n'a encore expliqué aux eurodéputés en quoi cette mesure coûterait des milliards d'euros aux consommateurs européens, alors qu'elle ne rapporterait à la plupart des artistes concernés [guère plus de trente euros par an](#), le plus gros des bénéfices revenant [aux plus grosses maisons de disques, les majors](#). Ils ne se sont pas non plus inquiété des dégâts qu'elle infligerait à un domaine public solide et à l'accès démocratique à l'héritage culturel des pays membres.

En tant qu'acteur de la campagne Sound Copyright, l'Open Rights Group organise une [réunion publique le 27 janvier à Bruxelles](#) pour fournir aux eurodéputés des informations objectives sur l'allongement de la durée des droits d'auteur. [Écrivez à votre eurodéputé](#) pour lui demander d'y assister, ou mieux encore, [faites le déplacement](#) et venez donner vous-même votre avis sur la question.

Si vous désirez connaître davantage de détails sur les dangers de l'allongement de la durée des droits d'auteur, rendez-vous sur le site [Sound Copyright](#), ou regardez le guide vidéo ci-après. Envoyez ensuite ces liens à vos amis européens, et écrivez sans plus tarder à [votre eurodéputé](#).



→ La [vidéo](#) au format webm

Notes

[1] Crédit photo : [Gisela Giardino](#) (Creative Commons By-Sa)

La fabuleuse histoire d'une pièce de 5 euros

Une pièce de 5 euros commémorative entièrement réalisée avec des logiciels libres, cela n'arrive pas tous les jours.

Quand, de plus, son auteur prend le soin de nous expliquer en détail sa démarche technique mais surtout artistique, cela donne un article tout à fait passionnant qu'il eut été grand dommage de ne pas traduire^[1].



Comment faire de l'argent avec du logiciel libre

[How to make money with free software...](#)

Stani – 29 octobre 2008 – Creative Commons By

Le [ministère des finances néerlandais](#) a organisé un concours d'architecture pour lequel un groupe de cabinet d'architectes trié sur le volet ([unstudio](#), [nox](#), etc.) et des artistes étaient conviés, moi y compris. Le but de la compétition n'était pas d'ériger un bâtiment mais de réaliser le design de la nouvelle pièce de 5 euros [commémorative](#) sur le thème « Les Pays-Bas et l'architecture ». Le gagnant se verra offrir un beau prix, mais sa récompense sera surtout d'avoir l'honneur

de voir son design concrétisé sur une pièce qui aura cours au sein des Pays-Bas.

J'ai abordé le sujet « Les Pays-Bas et l'architecture » sous deux aspects. J'ai voulu rendre hommage aussi bien à la riche histoire architecturale des Pays-Bas qu'à la qualité de l'architecture néerlandaise contemporaine. Voilà les idées pour chaque face de ma pièce. Traditionnellement le portrait de la reine doit apparaître sur le côté face tandis qu'on retrouve la valeur de la pièce sur le côté pile.

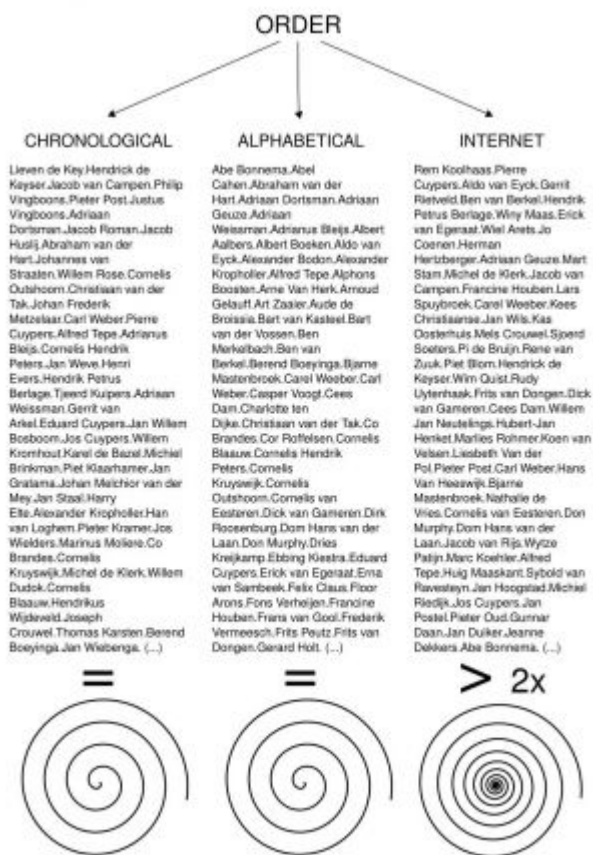
Côté face



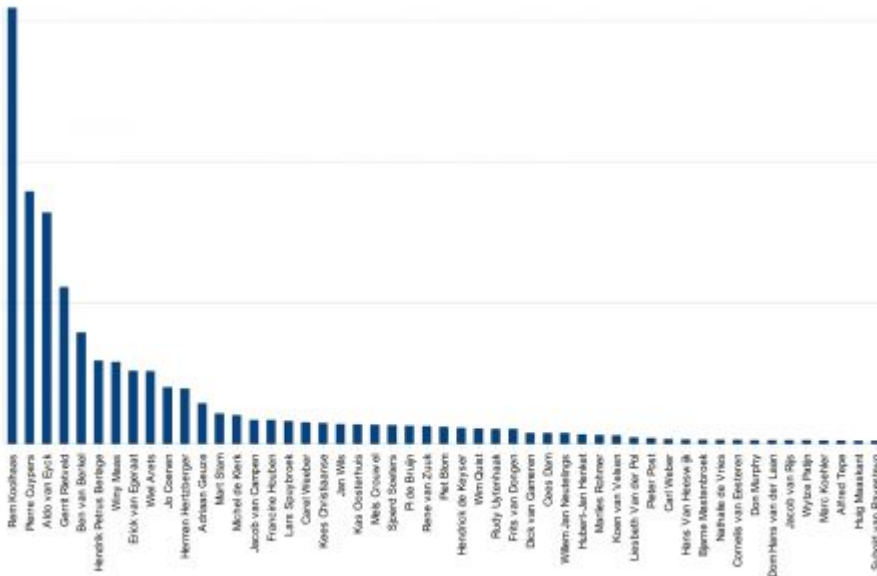
Si l'on regarde de près mon portrait de [la reine](#) (cliquez sur l'image pour un agrandissement) vous verrez clairement qu'il est constitué de noms d'architectes néerlandais majeurs. Quand on part de l'extérieur les noms sont clairement lisibles et ils deviennent plus petit au centre. Grâce à une loupe tous les noms sont lisibles, mais pas tous à l'œil nu. Je trouve cela fascinant qu'un vieux support comme une pièce de monnaie

puisse devenir en quelque sorte un « disque compact » d'informations.

La tension entre ce qui est lisible et ce qui ne l'est pas est aussi une métaphore du temps qui façonne l'histoire. Quelques grands noms du passé peuvent devenir moins influents et réciproquement. Pour retranscrire cette idée j'ai décidé non pas de classer les architectes par ordre alphabétique ou chronologique mais d'utiliser Internet comme un sismographe et de les classer par nombre de références trouvées.



Évidemment cet ordre évolue dans le temps et il constitue donc un repère temporel supplémentaire par rapport au nombre « 2008 » gravé. Je ne pouvais faire entrer que 109 noms d'architectes sur la pièce, ma sélection a donc été simple. Apparemment, la célébrité est exponentielle :



Pour réaliser l'image j'ai développé ma propre police. La largeur des lignes au sein d'une même lettre est variable afin de pouvoir recréer l'image :



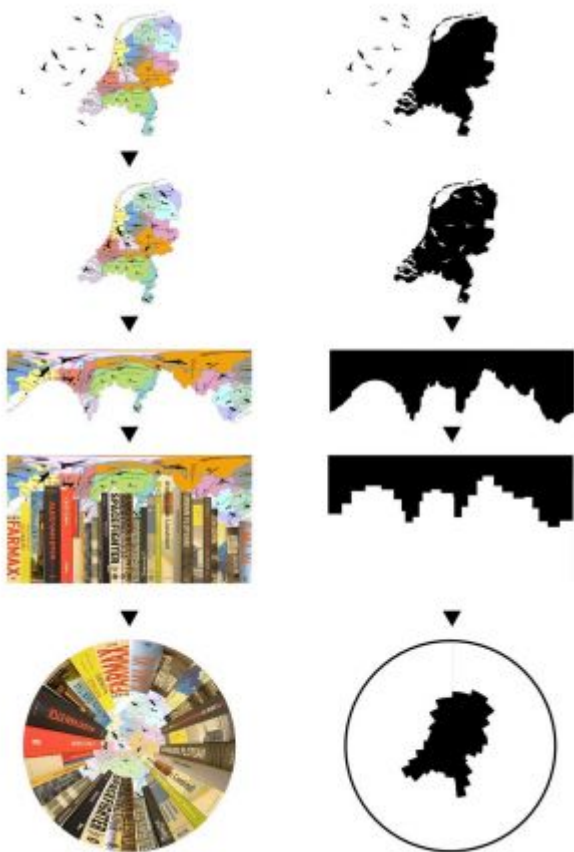
Côté Pile



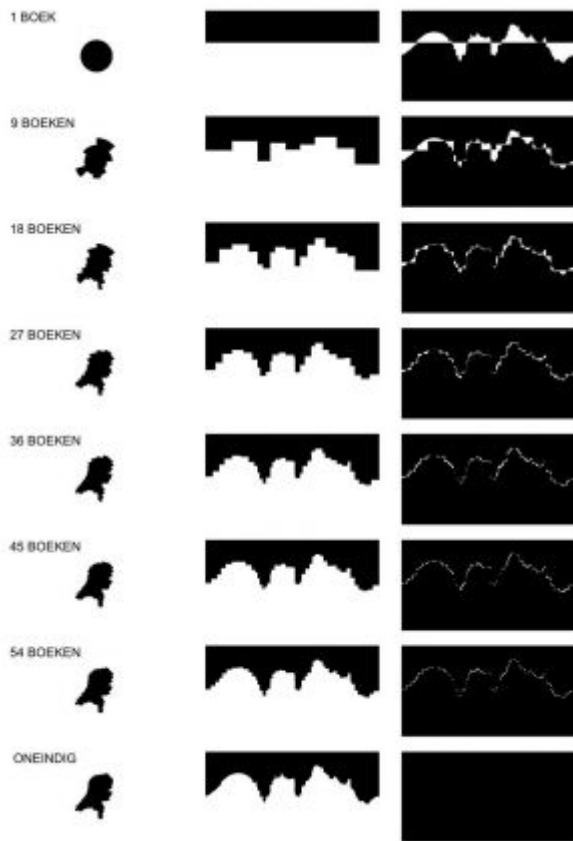
De nos jours l'architecture néerlandaise est connue pour sa forte approche conceptuelle. Cela se traduit par le fait que non seulement il y a beaucoup de livres à propos des architectes néerlandais, mais aussi beaucoup d'ouvrages rédigés par des architectes néerlandais.



Du côté pile j'ai imaginé le bord de la pièce comme une bibliothèque. Les livres s'élèvent comme des immeubles vers le centre de la pièce. Leur disposition n'est pas laissée au hasard puisqu'ils recréent les contours des Pays-Bas tandis que les silhouettes d'oiseaux rappellent la capitale de chaque province. Le dessin ci-dessous dévoile le cheminement de l'idée :



Un des problèmes était alors de choisir le nombre de livres : beaucoup de livres fins ou seulement quelques gros livres ? Avec un gros livre on ne peut que faire un cercle. Pour réussir à découper la silhouette la plus précise des Pays-Bas il faudrait des livres d'une page, ce qui n'est pas idéal non plus. Il fallait donc trouver un juste milieu et vous pouvez voir le résultat sur les ébauches ci-dessous. A gauche vous trouverez l'approximation des Pays-Bas, au milieu la « skyline » (NdT : *ligne de crête*) dessinée par les livres et à droite la différence entre la « skyline » dessinée par les livres et la silhouette des Pays-Bas :



Ensuite vient le croquis de l'idée avec les oiseaux. Chaque oiseau vole au dessus de la capitale d'une province néerlandaise. Sur la pièce finale ces oiseaux choisis aléatoirement sont remplacés par des oiseaux typiques de chaque province.



Technique

Tout le travail a été accompli à 100% avec des logiciels libres. La plupart sont des logiciels en [Python](#) adaptés à mes besoins grâce à l'[éditeur SPE](#) (Stani's Python Editor). Pour la puissance visuelle j'ai employé [PIL](#) et [pyCairo](#). De temps à autre [Gimp](#), [Inkscape](#) et [Phatch](#) se sont révélés utiles. Tout le développement et le traitement ont été fait sur des machines sous GNU/Linux qui exécutaient [Ubuntu/Debian](#). A la fin j'ai du travailler en étroite collaboration avec les techniciens de la Royal Dutch Mint (là où les pièces sont frappées) dans leurs ateliers. Les derniers détails ont donc été réglés sur mon [Asus Eee PC](#) (je ne comprends toujours pas pourquoi Asus ne livre pas ses netbooks sous Ubuntu). Générer la pièce sur le Eee prenait un peu plus de temps (30 secondes à la place de 3 secondes pour générer la pièce entière) mais faisait très bien l'affaire. Pour chercher les nombres de références sur Internet j'ai redécouvert [Yahoo](#) qui propose une [api](#) bien meilleure pour les requêtes automatiques que ses concurrents. Évidemment, le jury ne jugeait que le design et pas les logiciels utilisés et

d'autres ont employé Maya, Illustrator, etc.

And the winner is...

Je suis fier de vous annoncer que [j'ai gagné](#) le concours ! Et donc prochainement 350 000 néerlandais feront usage du fruit de logiciels libres. J'aurai aimé pouvoir mettre la pièce sous licence GPL, ce qui aurait peut-être résolu la crise financière. Mais pour des raisons évidentes je n'ai pas eu la permission de le faire. Des [versions spéciales](#) seront aussi produites pour les collectionneurs du monde entier : une édition en argent pur pour 30,95€ et une édition en or pur pour 194,95€. Elles seront certainement rapidement en rupture de stock car ce sont des vrais objets de collection. La pièce sera mise en vente dans tous les bureaux de la poste néerlandaise le même jour que la sortie d'Intrepid Ibex : le 30 octobre 2008.

Voilà quelques images de la vraie pièce :





Une [publicité](#) pour cette pièce sera diffusée une vingtaine de fois aux heures de forte audience à la télévision néerlandaise, c'est une belle réalisation (elle sera disponible prochainement) et des encarts publicitaires ont déjà été achetés dans plusieurs journaux. Ci-dessous le lancement officiel de la pièce aujourd'hui avec de gauche à droite : moi-même, le secrétaire d'Etat aux finances De Jager, l'architecte gouvernemental en chef Liesbeth van der Pol et le Maître de l'Hôtel des Monnaies Maarten Brouwer...



Notes

[1] Grand merci à Olivier pour la traduction.

Soutenir le logiciel libre au Parlement européen

Lu [sur LinuxFr](#).

Pour être adoptée, la déclaration ci-dessous doit recueillir 393 signatures d'ici le 25 septembre 2008. Toutes les personnes qui soutiennent le Logiciel Libre en France et en Europe sont appelées à [contacter leurs eurodéputés](#) pour leur demander de signer cette déclaration lors de la session plénière de la semaine prochaine.



Déclaration écrite sur l'utilisation des "logiciels libres"

19.5.2008 – 0046/2008

Échéance : 25.9.2008

déposée conformément à l'article 116 du règlement par Jean Louis Cottigny, Pierre Pribetich, Michel Rocard, Bronislaw Geremek et Daniel Cohn-Bendit sur l'utilisation des "logiciels

libres"

Le Parlement européen,

– vu l'article 116 de son règlement,

A. considérant les disparités croissantes d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein de l'Union européenne, reflétées par l'établissement d'une fracture numérique, nouvelle cause de la disparité sociale contribuant à exclure une population déjà fragilisée,

B. considérant que ces nouvelles technologies sont devenues un outil essentiel dans des domaines aussi variés que l'emploi, la formation, l'information, etc...,

C. considérant aussi que les citoyens européens ont le droit inaliénable d'accéder sans contrainte aux documents et informations émanant des institutions les représentant,

D. considérant enfin que l'utilisation des "logiciels libres" apparaît comme un des moyens efficaces de réduction de cette fracture numérique et que cette solution mise en place par certains États membres au sein de leurs administrations apporte des résultats probants,

1. demande que l'Union européenne prenne les mesures nécessaires afin d'aider au financement de la recherche publique en matière de logiciels libres;

2. demande au Parlement de faire migrer l'ensemble de son réseau informatique vers ce type de logiciels;

3. charge son Président de transmettre la présente déclaration, accompagnée du nom des signataires, aux Parlements des États membres, au Conseil et à la Commission, afin qu'ils s'associent à cette démarche.